



**ERRATUM**

**Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit  
het administratief arrondissement Verviers**

**CCT n° 176220/CO/120.01  
du 28/06/2022**

Correction du texte néerlandais :

- A l'article 11, c), dans la parenthèse « (tramticket) » doit être remplacé par « (treinticket) ».
- A l'article 11, d), le texte doit être corrigé comme suit : « Wanneer de arbeiders gebruik maken van een vervoermiddel ander dan een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel, wordt de tegemoetkoming van de werkgevers bepaald per effectief gewerkte dag door het maandbedrag van ~~de werkgeversbijdrage~~ in de prijs van de treinkaart voor het overeenstemmend aantal kilometers te delen door 21,66. »

**Décision du**

**ERRATUM**

**Sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers**

**CAO nr. 176220/CO/120.01  
van 28/06/2022**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In artikel 11, c) tussen de haakjes moet « (tramticket) » vervangen worden door « (treinticket) ».
- De tekst van artikel 11, d) moet als volgt verbeterd worden : « Wanneer de arbeiders gebruik maken van een vervoermiddel ander dan een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel, wordt de tegemoetkoming van de werkgevers bepaald per effectief gewerkte dag door het maandbedrag van ~~de werkgeversbijdrage~~ in de prijs van de treinkaart voor het overeenstemmend aantal kilometers te delen door 21,66. »

**Beslissing van**

10-05-2023

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE  
DE L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS (S-C.P. 120.01)**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL  
DU 28 JUIN 2022 CONCERNANT L'INTERVENTION  
FINANCIERE DE L'EMPLOYEUR DANS LE PRIX DES  
TRANSPORTS DES OUVRIERS**

Vu la convention collective de travail n°19 octies du 20 février 2009 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs ;

Vu la convention collective de travail n°19/9 du 23 avril 2019 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports en commun publics des travailleurs, modifiée par la convention collective de travail n° 19/10 du 28 mai 2019 ;

Vu la convention collective de travail générale du 16 décembre 2021,

**IL EST CONVENU ENTRE:**

ACV-CSC Metea  
La Centrale Générale FGTB d'une part,

**ET**

FEDUSTRIA, la fédération de l'industrie du textile, du bois et de l'ameublement d'autre part,

**CE QUI SUIT:**

**CHAPITRE I. CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1**

La présente convention collective de travail s'applique à toutes les entreprises textiles de l'arrondissement administratif de Verviers et à tous les ouvriers et ouvrières qui y sont occupés relevant de la compétence de la Sous-Commission Paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers n° 120.01.

**CHAPITRE II. TRANSPORTS EN COMMUN PUBLICS PAR CHEMIN DE FER**

**Article 2**

En ce qui concerne le transport organisé par la Société nationale des Chemins de Fer belge, l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport utilisé sera calculée sur base du tableau figurant en annexe de l'arrêté royal du 28 juillet 1962, pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962 établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de Fer Belge par l'émission d'abonnements pour ouvriers et

employés, qui fixe l'intervention de l'employeur et dont l'Etat prend à sa charge l'intervention des travailleurs, sans pour autant dépasser 80 % du prix de la carte-train.

### **CHAPITRE III. TRANSPORTS EN COMMUN PUBLICS AUTRES QUE LES CHEMINS DE FER**

#### **Article 3**

En ce qui concerne les transports en commun publics, autres que les chemins de fer, l'intervention de l'employeur dans les prix des abonnements sera déterminée suivant les modalités fixées ci-après :

a) lorsque le prix du transport est proportionnel à la distance, l'intervention de l'employeur dans le titre de transport utilisé est fixé à 80%;

b) lorsque le prix est fixe, quelle que soit la distance, l'intervention de l'employeur est déterminée de manière forfaitaire et atteint 80 % du prix effectivement payé par l'ouvrier, sans toutefois excéder le montant de l'intervention de l'employeur, calculé conformément à l'article 3 de la convention collective de travail n° 19 octies du 20 février 2009 repris au tableau des montants forfaitaires pour une distance de 7 kilomètres.

### **CHAPITRE IV. TRANSPORTS EN COMMUN PUBLICS COMBINÉS**

#### **Article 4**

Lorsque l'ouvrier combine le train et un ou plusieurs autres moyens de transport en commun public et qu'un seul titre de transport est délivré pour couvrir la distance totale - sans que dans ce titre de transport, une subdivision soit faite par moyen de transport en commun public - l'intervention de l'employeur est fixée à 80 % du prix du titre de transport utilisé.

#### **Article 5**

a) Dans tous les cas, autres que celui visé à l'article 5, où le travailleur utilise plusieurs moyens de transport en commun public, l'intervention de l'employeur est calculée sur la base du tableau figurant en annexe de l'arrêté royal du 28 juillet 1962, pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962 établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de Fer belge par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés, qui fixe l'intervention de l'employeur et dont l'Etat prend à sa charge l'intervention du travailleur, pour le nombre total de kilomètres qui correspond au total du nombre de kilomètres mentionnés sur les titres de transport distincts, sans pour autant dépasser 80 % du prix total des titres de transports.

b) Au cas où pour l'un ou l'autre moyen de transport public en commun la distance parcourue ne peut être vérifiée et que les kilomètres parcourus ne peuvent donc être additionnés, il y a lieu, pour chaque moyen de transport dont l'ouvrier fait usage, de calculer l'intervention de l'employeur conformément aux dispositions des articles 3, 4 et 5 de la présente convention collective de travail et d'additionner les montants ainsi obtenus pour déterminer l'intervention de l'employeur pour l'ensemble des distances parcourues.

## **CHAPITRE V. TRANSPORT DES TRAVAILLEURS TOTALEMENT OU PARTIELLEMENT ORGANISE PAR L'ENTREPRISE**

### **Article 6**

Si l'employeur lui-même organise totalement ou partiellement le transport des ouvriers, et que l'ouvrier utilise ou n'utilise pas un autre moyen de transport en commun public, la charge financière de l'ouvrier pour la distance totale du transport ne pourra pas être supérieure à la différence entre le prix de la carte de train assimilée à l'abonnement social et l'intervention de l'employeur dans le prix de cette carte de train pour le nombre de kilomètres correspondant. A cet effet, des arrangements adéquats seront pris au niveau de l'entreprise.

## **CHAPITRE VI. MOYEN DE TRANSPORT AUTRE QUE LE TRANSPORT EN COMMUN PUBLIC**

### **Article 7**

Lorsque l'ouvrier utilise un moyen de transport autre qu'un moyen de transport en commun public, l'intervention de l'employeur dans le prix du billet de train pour un déplacement à partir de 5 kilomètres est fixée sur la base de montants forfaitaires prévus dans le tableau repris à l'article 3 de la convention collective de travail n° 19 octies du 20 février 2009 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs, pour un nombre de kilomètres y correspondant et sans que l'intervention de l'employeur ne dépasse 64,9 % du prix de la carte-train.

## **CHAPITRE VII. MODALITES DE REMBOURSEMENT**

### **Article 8**

a) Les ouvriers présentent aux employeurs une déclaration signée certifiant qu'ils utilisent régulièrement un moyen de transport en commun public pour se déplacer de leur domicile à leur lieu de travail. Si les ouvriers utilisent un moyen de transport autre qu'un moyen de transport en commun public, ils précisent en outre le kilométrage effectivement parcouru habituellement entre leur domicile et le lieu de travail dans un sens.

Ils signaleront dans les plus brefs délais toute modification de cette situation.

b) Les employeurs peuvent à tout moment contrôler la réalité de cette déclaration.

### **Article 9**

L'intervention de l'employeur dans les frais de transport des transports en commun publics sera payée sur présentation des titres de transport, délivrés par la S.N.C.B. et/ou les autres sociétés de transport en commun public.

### **Article 10**

Si les ouvriers utilisent un moyen de transport autre qu'un moyen de transport en commun public, l'intervention de l'employeur est déterminée par jour effectivement presté en divisant par 21,66 le montant mensuel de l'intervention patronale dans le prix de la carte de train pour le nombre de kilomètres correspondant.

Ce règlement ne porte pas préjudice aux règlements ou usages plus avantageux existant au niveau de l'entreprise (par ex.: lorsque l'entreprise rembourse sur base d'un abonnement hebdomadaire, ce règlement reste d'application et on divise le montant hebdomadaire par 5).

## **CHAPITRE VIII. CAS SPECIAL DES EQUIPES-RELAIS**

### **Article 11**

a) Etant donné que l'ouvrier des équipes-relais s'absente plus de 12 heures par jour de son domicile, l'employeur doit, au cas où l'ouvrier effectue du travail de nuit conformément à l'article 1er de la C.C.T. n° 46 du Conseil National du Travail, soit en équipe de nuit fixe, soit dans des équipes de jour et de nuit tournantes, assurer son transport.

b) Si l'employeur n'assure pas ce transport, il doit intervenir financièrement dans le coût du transport de l'ouvrier. Cette intervention de l'employeur est égale à 100 % du prix de la carte de train assimilée à l'abonnement social pour le nombre de kilomètres correspondant.

c) Lorsque le prix du transport est ou peut être fixé en fonction du nombre de déplacements (par ex. ticket de train ou de bus), l'intervention de l'employeur est fixée à 100 % du prix des tickets sans dépasser 100 % du prix de la carte de train pour le nombre de kilomètres correspondant.

d) Lorsque le travailleur utilise un moyen de transport autre qu'un moyen de transport en commun public, l'intervention de l'employeur est fixée par jour effectivement presté en divisant par 21,66 le montant mensuel du prix de la carte de train pour le nombre de kilomètres correspondant.

Ce règlement ne porte pas préjudice aux règlements ou usages plus avantageux existant au niveau de l'entreprise (par ex.: lorsque l'entreprise rembourse sur base d'un abonnement hebdomadaire, ce règlement reste d'application et on divise le montant hebdomadaire par 5).

## **CHAPITRE IX. EPOQUE DE REMBOURSEMENT**

### **Article 12**

L'intervention de l'employeur dans les frais de transport supportés par les ouvriers sera payée une fois par mois pour les ouvriers ayant un abonnement mensuel, ou à l'occasion de la période de paiement qui est d'usage dans l'entreprise, en ce qui concerne les titres de transport qui sont valables pour une semaine.

## **CHAPITRE X. INDEMNITÉ VÉLO**

### **Article 13**

L'ouvrier qui s'engage dans une déclaration écrite vis-à-vis de son employeur à effectuer le trajet domicile-travail à vélo pendant une période ininterrompue d'au moins 3 mois, et qui effectue réellement le trajet domicile-travail à vélo pendant au moins 50 % des jours du mois pris en compte, a droit pendant ce mois à une indemnité-vélo à charge de son employeur. Cette indemnité s'élève à 0,24 euro par kilomètre de distance réelle (tant aller que retour) entre son domicile et son lieu de travail. L'indemnité-vélo ne peut pas être cumulée, pour les kilomètres parcourus à vélo, avec d'autres indemnités de déplacement domicile-travail à charge de l'employeur.

Cette réglementation s'entend sans préjudice des réglementations plus favorables au niveau de l'entreprise, ni ne peut être cumulée avec des réglementations d'indemnité-vélo existant au niveau de l'entreprise.

## **CHAPITRE XI. ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION**

### **Article 14**

La convention entre en vigueur le 1er juillet 2022. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être résiliée par une des parties signataires moyennant un préavis de trois mois, notifié au président de la Commission Paritaire et aux organisations représentées au sein de la Commission Paritaire.

## **CHAPITRE XII. DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 15**

Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail soit rendue généralement obligatoire par arrêté royal.

Fait à Chaineux, le 28 juin 2022

ACV- CSC Metea,

Secrétaire

La Centrale Générale FGTB

Secrétaire

Fedustria asbl,

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST  
VAN 28 JUNI 2022 BETREFFENDE DE FINANCIËLE  
BIJDRAGE VAN DE WERKGEVER IN DE PRIJS VAN  
HET VERVOER VAN DE ARBEIDERS**

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst n°19 octies van 20 februari 2009 betreffende de financiële bijdrage van de werkgever in de prijs van het vervoer van de werknemers;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19/9 van 23 april 2019 betreffende de financiële bijdrage van de werkgever in het gemeenschappelijk openbaar vervoer van de werknemers, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19/10 van 28 mei 2019;

Gelet op de algemene collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 2021,

**WORDT TUSSEN:**

ACV-CSC Metea  
De Algemene Centrale ABVV enerzijds,

**EN**

FEDUSTRIA, de federatie van de textiel-, hout- en meubelindustrie anderzijds,

**HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:**

**HOOFDSTUK I. TOEPASSINGSGBIED**

**Artikel 1**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle textielondernemingen van het administratief arrondissement Verviers en op alle erin tewerkgestelde arbeiders en arbeidsters die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers nr. 120.01.

**HOOFDSTUK II. GEMEENSCHAPPELIJK OPENBAAR TREINVERVOER**

**Artikel 2**

Wat het door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen georganiseerde vervoer betreft, wordt de tegemoetkoming van de werkgever in de prijs van het gebruikte vervoerbewijs, vastgesteld op basis van de tabel opgenomen in bijlage van het koninklijk besluit van 28 juli 1962 dat getroffen werd ter uitvoering van de wet van 27 juli 1962 tot

vaststelling van een werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden, die de bijdrage van de werkgever bepaalt en waarvan de Staat de werknemersbijdrage ten laste neemt, zonder 80% van de prijs van de treinkaart te overschrijden.

### **HOOFDSTUK III. GEMEENSCHAPPELIJK OPENBAAR VERVOER MET UITZONDERING VAN HET TREINVERVOER**

#### **Artikel 3**

Wat het gemeenschappelijk openbaar vervoer betreft, andere dan het treinvervoer, wordt de bijdrage van de werkgever in de prijs van de abonnementen bepaald volgens de onderstaande modaliteiten:

- a) wanneer de prijs van het vervoer in verhouding staat tot de afstand, wordt de bijdrage van de werkgever in het gebruikte vervoersbewijs vastgesteld op 80%;
- b) wanneer de prijs een eenheidsprijs is, ongeacht de afstand, wordt de bijdrage van de werkgever forfaitair vastgesteld en bedraagt zij 80% van de werkelijk door de arbeider betaalde prijs, zonder evenwel het bedrag van de werkgeversbijdrage, berekend overeenkomstig artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 octies van 20 februari 2009 opgenomen in de tabel van de forfaitaire bedragen voor een afstand van 7 kilometer te overschrijden.

### **HOOFDSTUK IV. GECOMBINEERD GEMEENSCHAPPELIJK OPENBAAR VERVOER**

#### **Artikel 4**

Ingeval de werknemer gebruik maakt van een combinatie van de trein en één of verscheidene andere gemeenschappelijke openbare vervoermiddelen en er wordt slechts één vervoerbewijs afgeleverd voor het geheel van de afstand - zonder dat in dit vervoerbewijs een onderverdeling wordt gemaakt per gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel - wordt de bijdrage van de werkgever vastgesteld op 80% van de prijs van het gebruikte vervoerbewijs.

#### **Artikel 5**

a) In elk ander geval dan dat bepaald in artikel 5 dat de werknemer meer dan één gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel gebruikt, wordt de bijdrage van de werkgever berekend op basis van de tabel die als bijlage is gevoegd bij het koninklijk besluit van 28 juli 1962, genomen in uitvoering van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van een werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de NMBS ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden, die de bijdrage van de werkgever bepaalt en waarvan de Staat de werknemersbijdrage ten laste neemt, voor het totaal aantal kilometers dat overeenstemt met het totaal van de kilometeraantallen die op de onderscheiden vervoerbewijzen vermeld staan, zonder evenwel 80% van de totale prijs van de vervoerbewijzen te overschrijden..

b) Wanneer voor één of meerdere gemeenschappelijke openbare vervoermiddelen de afgelegde afstand niet kan worden nagegaan en dus de afgelegde kilometers niet kunnen worden opgeteld, wordt, voor elk afzonderlijk vervoermiddel waarvan de arbeider gebruik maakt, de werkgeversbijdrage berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 3, 4 en 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst en de aldus bekomen bedragen bij elkaar opgeteld om de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afgelegde afstand vast te



stellen.

## **HOOFDSTUK V. VERVOER VAN DE WERKNEMERS DAT GEHEEL OF GEDEELTELIJK DOOR DE ONDERNEMING WORDT GEORGANISEERD**

### **Artikel 6**

Wanneer de werkgever zelf volledig of gedeeltelijk het vervoer van de arbeiders inricht, en de arbeider al dan niet bijkomend een openbaar gemeenschappelijk vervoermiddel gebruikt, zal de financiële last van de arbeider voor de gehele afstand van het vervoer niet hoger mogen liggen dan het verschil tussen de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement en de werkgeversbijdrage in de prijs van deze treinkaart voor een overeenstemmend aantal kilometers.

Hiertoe zullen passende regelingen worden getroffen door de onderneming.

## **HOOFDSTUK VI. VERVOERMIDDEL ANDER DAN GEMEENSCHAPPELIJK OPENBAAR VERVOERMIDDEL**

### **Artikel 7**

Wanneer de arbeider gebruik maakt van een vervoermiddel ander dan een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel, dan wordt, voor de verplaatsing vanaf 5 kilometer, de tegemoetkoming van de werkgever in de prijs van de treinkaart, vastgesteld op basis van de forfaitaire bedragen voorzien in de tabel opgenomen in artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 octies van 20 februari 2009 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers, voor een overeenstemmend aantal kilometers en zonder dat de tegemoetkoming van de werkgever meer dan 64,9% van de prijs van de treinkaart kan bedragen.

## **HOOFDSTUK VII. TERUGBETALINGSMODALITEITEN**

### **Artikel 8**

a) De arbeiders leggen aan de werkgever een ondertekende verklaring voor waarin verzekerd wordt dat zij geregeld een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel benutten om zich van hun woonplaats naar hun plaats van tewerkstelling te begeven. Ingeval de arbeiders gebruik maken van een vervoermiddel ander dan een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel, preciseren zij bovendien het aantal kilometers die zij gewoonlijk afleggen tussen hun woonplaats en de werkplaats, enkele richting.

Zij zullen ervoor zorgen iedere wijziging van deze toestand in de kortst mogelijke tijd mede te delen.

b) De werkgevers mogen op elk ogenblik nagaan of deze verklaring met de werkelijkheid strookt.

### **Artikel 9**

De tegemoetkoming van de werkgever in de vervoerkosten van het gemeenschappelijk openbaar vervoer zal betaald worden op voorlegging van de vervoerbewijzen, uitgereikt door de N.M.B.S. en/of de andere maatschappijen van gemeenschappelijk openbaar vervoer.

### **Artikel 10**

Wanneer de arbeiders gebruik maken van een vervoermiddel ander dan een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel, wordt de tegemoetkoming van de werkgevers bepaald per effectief gewerkte dag door het maandbedrag van de werkgeversbijdrage in de prijs van de treinkaart voor het overeenstemmend aantal kilometers te delen door 21,66.

Deze regeling doet geen afbreuk aan bestaande voordeligere regelingen of gebruiken op het vlak van de onderneming (bv.: wanneer de onderneming terugbetaalt op basis van een weekabonnement blijft die regeling gehandhaafd en deelt men het weekbedrag door 5).

## **HOOFDSTUK VIII. BIJZONDER GEVAL VAN DE OVERBRUGGINGSPLOEGEN**

### **Artikel 11**

a) Aangezien de arbeider in de overbruggingsploegen per dag effectief meer dan 12 uur van huis afwezig is moet, wanneer de arbeider, overeenkomstig art. 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van de Nationale Arbeidsraad, nachtarbeid verricht hetzij in vaste nachtploeg hetzij in wisselende dag- en nachtploeg, de werkgever in zijn vervoer voorzien.

b) Ingeval de werkgever niet in vervoer voorziet, moet hij financieel bijdragen in het vervoer van de arbeider. Die tegemoetkoming van de werkgever is gelijk aan 100% van de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement voor het overeenstemmend aantal kilometers.

c) Wordt of kan de prijs van het vervoer worden vastgesteld in functie van het aantal verplaatsingen (bv. tramticket, busticket) dan wordt de tegemoetkoming van de werkgever vastgesteld op 100% van de prijs van de tickets zonder hoger te zijn dan 100% van de prijs van de treinkaart voor het overeenstemmend aantal kilometers.

\* trein

d) Wanneer de arbeiders gebruik maken van een vervoermiddel ander dan een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel, wordt de tegemoetkoming van de werkgevers bepaald per effectief gewerkte dag door het maandbedrag van de werkgeversbijdrage in de prijs van de treinkaart voor het overeenstemmend aantal kilometers te delen door 21,66.

Deze regeling doet geen afbreuk aan bestaande voordeligere regelingen of gebruiken op het vlak van de onderneming (bv.: wanneer de onderneming terugbetaalt op basis van een weekabonnement blijft die regeling gehandhaafd en deelt men het weekbedrag door 5).

## **HOOFDSTUK IX. TERUGBETALINGSTIJDSTIP**

### **Artikel 12**

De bijdrage van de werkgever in de door de arbeiders gedragen vervoerkosten zal maandelijks betaald worden voor de arbeider met een maandabonnement, of ter gelegenheid van de betaalperiode die in de onderneming gebruikelijk is voor de vervoerbewijzen die geldig zijn voor een week.

## **HOOFDSTUK X. FIETSVERGODING**

### **Artikel 13**

De arbeider die zich t.a.v. de werkgever in een schriftelijke verklaring engageert om gedurende een ononderbroken periode van minstens drie maanden de woon-werkverplaatsing met de fiets te doen en ook daadwerkelijk minstens 50% van de dagen van de betrokken maand de woonwerkverplaatsing met de fiets doet, heeft gedurende deze maand ten laste van de werkgever recht op een fietsvergoeding. Deze vergoeding bedraagt 0,24 euro per kilometer reële afstand (zowel heen als terug) tussen de woonplaats en de werkplaats. Deze fietsvergoeding kan voor de met de fiets afgelegde kilometers niet worden gecumuleerd met andere werkgeversbijdragen in het woon-werkverkeer ten laste van de werkgever.

Deze regeling doet geen afbreuk aan gunstiger regelingen op ondernemingsvlak noch kan zij gecumuleerd worden met op ondernemingsvlak bestaande regelingen inzake fietsvergoeding.

## **HOOFDSTUK XI. III. INWERKINGTREDING EN DUUR VAN DE OVEREENKOMST**

### **Artikel 14**

De overeenkomst treedt in werking op 1 juli 2022. Zij wordt gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend aan de voorzitter van het Paritair Comité en aan de organisaties die in het paritair comité vertegenwoordigd zijn.

## **HOOFDSTUK XII. SLOTBEPALINGEN**

### **Artikel 15**

De ondertekenende partijen vragen dat deze collectieve arbeidsovereenkomst algemeenverbindend zou verklaard worden bij koninklijk besluit.

Gedaan te Chaineux, op 28 juni 2022

ACV-CSC Metea,

Secretaris

Algemene Centrale ABVV

Secretaris

Fedustria vzw,